



## GT MINISTÉRIEL AMÉLIORATION DU REMPLACEMENT

28 JANVIER 2026

## DÉCLARATION DE LA CGT ÉDUC'ACTION

Mesdames et Messieurs,

Pour la CGT Educ'action, un Groupe de Travail ministériel sur la question du remplacement était effectivement plus que nécessaire. Nous déplorons néanmoins que le sujet principal de cette réunion ne concerne que la gestion d'une misère organisée de longue date par les derniers gouvernements et la pléiade de ministres qui se sont succédé·es. Nous déplorons également le peu de temps accordé au travail avec les organisations syndicales sur un sujet complexe qui concerne les conditions de travail de très nombreux·euses enseignant·es du premier degré et d'agent·es administratif·ves de l'Éducation nationale, ainsi que les conditions d'apprentissage de millions d'élèves.

Nous aurions espéré que soit abordée la question des conditions de travail des personnels remplaçants :

- Temps de trajets professionnels allongés et non-respect des circonscriptions d'affectation pour compenser le manque de postes, mettant ainsi leur santé en danger,
- Non-respect constant des fiches de postes parues aux mouvements intra, notamment pour les brigades REP+,
- Gestion déshumanisée de plus en plus souvent par des SMS, sans prise en compte des réalités locales, et des situations individuelles des personnels
- Changements d'affectation en cours de suppléance,
- Non-augmentation des ISSR malgré l'inflation entraînant de fait une baisse de rémunération brute pour les enseignant·es concerné·es,
- Refus d'accès aux temps partiels, parfois même ceux de droit
- Perte de salaire entraînée par un rattachement hors REP+ pour les ex-brigades REP+ ?

La liste n'étant pas exhaustive...

Nous aurions également apprécié que l'on traite des conditions de travail et de gestion de ces remplacements par les agent·es administratif·ves des circonscriptions ou des DSSEN. Ces conditions sont déjà compliquées du fait du manque de personnel et de temps de formation pour les nouveaux·elles arrivant·es. Mais la mise en place d'un nouveau logiciel dédié au remplacement va aggraver ces conditions de travail :

- L'inadaptation du nouveau logiciel aux réalités de terrain (envoi de remplaçant·es en renfort, remplacements en RASED ou dans les dispositifs ASH) risque de tendre les relations entre les agents administratifs et les enseignant·es concernés.

- Déshumanisation de la gestion des remplaçant·es du fait de la philosophie du nouveau logiciel qui induit qu'il n'y ait plus de contacts téléphoniques avec les remplaçants.
- L'aperçu que nous avons eu du nouveau logiciel nous fait penser que le travail des agents en charge du remplacement deviendra plus complexe car ils et elles devront compenser certains manques par un travail supplémentaire en sus du logiciel.

Enfin, nous nous attendions à des annonces de créations de postes de remplaçant·es pour assurer à toutes et tous les élèves une réelle continuité des apprentissages, bien abimée ces dernières années, et éviter une perte d'heures d'enseignement considérable, comme cela est malheureusement le cas trop souvent.

Entre une et deux journées d'absence sur 10 ne sont pas remplacées : malgré les déclarations d'autosatisfaction des différents échelons administratifs (ministère, rectorats, DASEN), ce chiffre reste scandaleux !

Et ce ne sont pas des changements de logiciels, la fusion des brigades spécialisées ou l'agrandissement des zones d'intervention qui risquent d'améliorer les conditions d'apprentissage de nos élèves et les conditions de travail de nos collègues.

Plutôt que de jeter l'opprobre sur les enseignant·es qui seraient bien trop absent·es et qui justifierait la mise en place de jours de carence supplémentaires ou la réduction de la rémunération des congés maladie, ce sont des postes dont nous avons besoin. Des postes d'enseignant·es pour permettre une réduction du nombre d'élèves par classe et des postes de remplaçant·es pour que toute absence soit remplacée et que les personnels ne subissent plus de maltraitance institutionnelle.

Nous profitons de ce GT pour vous alerter sur les Risques Socio Organisationnels causés par l'absence de moyens mis en face. De nombreux et nombreuses collègues remplaçant·es nous alertent déjà sur leur état de santé et songent à démissionner...

Si votre objectif est de limiter le nombre de fonctionnaires pour mettre à la place des contractuel·les, vous ne pouvez pas mieux vous y prendre ! Mais tout cela se fera au détriment de la réduction des inégalités sociales, de l'augmentation globale du niveau scolaire et de la santé des personnels...

La CGT Educ'action s'oppose et continuera de s'opposer à toutes mesures qui ne vont pas dans le sens d'une amélioration des conditions d'enseignement et des conditions de travail de tous les personnels.

Nous affirmons une nouvelle fois nos revendications de créations de postes dédiés et d'augmentation des rémunérations pour toutes et tous.